

Pourquoi la haute finance craint le Brexit ?



Article rédigé par *Ludovic Greiling*, le 12 juillet 2016

[Source : [Politique Magazine](#)]

Le référendum britannique pourrait provoquer une poussée souverainiste ailleurs en Europe qui ne serait pas sans conséquences sur le marché des capitaux et les projets de dette fédérale. La crainte s'est emparée des milieux financiers.

Une petite panique s'est répandue dans les milieux bancaires après le référendum britannique demandant la sortie de l'Union européenne. Pas un jour sans qu'une conférence téléphonique ne soit organisée, que des études économiques détaillant les « risques politiques » en Europe ne tombent.

« *Les partis populistes britanniques auront donc eu le dernier mot, l'égoïsme l'emporte sur la fraternité* », commentait un gérant de fonds. « *L'expérience grandeur nature va pouvoir se mettre en place après le vote des britanniques* », redoutait la banque Natixis, consciente qu'une sortie d'un pays de l'Union européenne avait été frôlée à plusieurs reprises ces dernières années.

Au Crédit Agricole, on redoutait les élections en Espagne dans la foulée du référendum britannique. A la banque Oddo, on publiait une étude de deux pages sur les probabilités d'un *Frexit*, avec une seule question : « *Marine Le Pen peut-elle gagner ?* ».

Oui, depuis quelques années, les structures de financement de l'économie parlent de plus en plus hautement de politique...

L'apocalypse commerciale n'aura pas lieu

Un tel chambardement dans les milieux financiers pourrait étonner. En effet, quand on cherche à connaître les conséquences potentielles du référendum britannique sur la sortie de l'Union européenne, les explications ne sont pas toujours très claires.

« *Les relations entre le Royaume-Uni et le reste du monde vont changer. Les règles ne seront plus les mêmes pour la cinquième puissance économique mondiale* », souligne Natixis, qui pense que « *la source du choc viendra pour les britanniques de ce qu'ils n'auront plus accès au marché unique dans les mêmes conditions* ».

Chez Oddo, on pense également « *qu'on ne quitte pas impunément son principal partenaire commercial* ». Cependant, « *on hésite à écrire une note sur les conséquences économiques du Brexit sans d'abord se garder de tous les côtés : toute estimation est incertaine, révisable, conditionnée aux scénarios politiques* ».

Certes, les entreprises britanniques vont sans doute perdre des marchés à l'export dans l'UE et Londres devrait voir son influence réduite à Bruxelles. Mais la baisse de la livre (consécutive aux rapatriements effectués par des fonds étrangers) devrait renchérir les importations et favoriser ainsi l'industrie locale. Et le Royaume-Uni, qui ne versera plus sa quote-part au budget de l'Union, ne devrait plus être soumis aux très contraignants règlements européens en matière de commandes publiques de produits locaux ou de pilotage de la politique industrielle.

La peur des milieux bancaires suite au référendum est à chercher ailleurs.

Souveraineté monétaire ? Contrôle des capitaux ?

« Il y a des revendications dans d'autres pays de l'Union Européenne pour la tenue des référendums similaires et plusieurs anticipent des événements potentiellement 'déclencheurs' (les élections espagnoles, le référendum sur la Constitution italienne en octobre, par exemple) », explique ainsi Paul Jackson, directeur de la recherche du gestionnaire 'Source' dans une note intitulée « Ah David [Cameron], qu'est-ce que vous avez fait ? ».

« Il faudra trouver et définir une dynamique commune pour éviter que le référendum britannique ne soit pris comme un précédent. Car très rapidement, on doit s'attendre à de multiples demandes de référendum partout en Europe », estime l'économiste Philippe Waechter chez Natixis.

Le projet d'un Etat central sur le continent et d'une extension de la pyramide de dettes au niveau de l'entité bruxelloise est en danger, victime indirecte de la démocratie britannique. Les demandes formulées de manière répétée par les présidents de la Commission européenne ou de la République française pour la création d'une dette fédérale pourraient ne jamais être exaucées.

Au contraire, une rétractation globale en Europe ouvrirait la voie à de possibles contrôles des capitaux spéculatifs, à l'image de ce qu'a fait l'Islande pour sortir de sa faillite à partir de 2010.

Trop, pour certaines élites financières ? « D'une façon ou d'une autre, ce résultat doit être annulé. Un second référendum paraît inévitable », a tweeté l'ancien commissaire européen Peter Sutherland, actuel président non exécutif de Goldman Sachs, la banque d'affaires américaine proche de la Maison Blanche, et ancien directeur général de l'OMC et de la Royal Bank of Scotland.